

Le présent cadre est en alignement avec le [Cadre de résultats de l'ONU-REDD 2021-2025](#) général. Les objectifs sont définis sur la base d'une allocation *potentielle* de **près de 100 millions d'USD** destinés à financer l'assistance technique de l'ONU-REDD pour la période 2021-2025.

RÉSULTATS / PRODUITS	INDICATEURS	RÉFÉRENCE (2020)	OBJECTIFS (2025)	MOYENS DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES ET RISQUES
RÉSULTAT 1. SOLUTIONS FONDÉES SUR LES FORÊTS OBTENUES <i>Réductions des émissions de GES et absorptions accrues à partir des forêts, de qualité croissante (précision, certitude et permanence), obtenues à un niveau de 1 GtCO_{2e} par an</i>					

RÉSULTATS / PRODUITS	INDICATEURS	RÉFÉRENCE (2020)	OBJECTIFS (2025)	MOYENS DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES ET RISQUES
RÉSULTAT 1.	Nombre de tCO ₂ e par an de réductions des émissions de GES et d'absorptions accrues obtenues	0 tCO ₂ e au 1 ^{er} janvier 2021 ¹	1 GtCO ₂ e	<p>Rapports nationaux biennaux actualisés avec soumission des résultats REDD+ en annexe, publiés sur la plateforme internet de REDD+ de la CCNUCC</p> <p>Résultats obtenus au niveau des juridictions infranationales publiés par les entités octroyant les paiements basés sur les résultats (PBR) et/ou par les registres de marché</p> <p>Les plans de travail et les rapports annuels de l'ONU-REDD rendent compte de la contribution du Programme à la réalisation de l'objectif grâce au soutien apporté aux pays et aux juridictions infranationales, et à la nature de celui-ci</p>	<ul style="list-style-type: none"> Financement international et national adéquat de la REDD+ (phase 2) mis à disposition des pays pour obtenir des résultats REDD+. Les mesures d'incitation en faveur des activités REDD+ sont maintenues telles que prévues, voire renforcées, en termes de volumes et de prix à l'unité par rapport aux coûts de mise en œuvre, pour tous les acteurs impliqués. Des politiques nationales et infranationales, des cadres juridiques et réglementaires, et des priorités, propices à une action intersectorielle pour lutter contre les facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts,
1.1 Les pays et les juridictions mettent en œuvre des	Nombre de pays partenaires/juridictions infranationales ayant reçu une assistance pour la	Au cours de la phase précédente (2018-2020), l'ONU-REDD a aidé 5 pays partenaires à préparer,	20 pays/juridictions infranationales soutenus par l'ONU-REDD produisent des	Publication des rapports nationaux biennaux actualisés, avec présentation des résultats REDD+, sur la plateforme	

¹Compte tenu des (plus de) dix ans d'existence des phases de préparation et de mise en œuvre de la REDD+ et de son mécanisme de paiements basés sur les résultats, ainsi que des réalisations passées rendues possibles grâce aux contributions apportées tout au long de cette période par de multiples partenaires au développement, les niveaux de référence zéro ont été établis au 1^{er} janvier 2021 pour tous les indicateurs du niveau des résultats du présent cadre. L'ONU-REDD effectuera le suivi des contributions supplémentaires aux nouvelles réalisations de la REDD+ à partir de cette date.

RÉSULTATS / PRODUITS	INDICATEURS	RÉFÉRENCE (2020)	OBJECTIFS (2025)	MOYENS DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES ET RISQUES
plans/programmes d'investissement REDD+ pour réaliser leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN)	mise en œuvre de plans/programmes d'investissements de la REDD+ permettant d'obtenir des résultats REDD+	adopter, financer et lancer des stratégies et des programmes d'investissement REDD+. Le défi actuel consiste à mettre en œuvre lesdits stratégies et programmes, à élargir les actions, et à conjuguer les efforts des pays avec des systèmes de financement axés sur la performance.	résultats REDD+	internet de REDD+ de la CCNUCC. Publication par les entités octroyant des PBR et/ou par les registres de marché des résultats obtenus au niveau des juridictions infranationales. Les rapports annuels de l'ONU-REDD rendent compte du nombre de pays/juridictions infranationales recevant un soutien de la part de l'ONU-REDD et de la nature de celui-ci.	<p>et s'attaquer aux obstacles à la conservation et à l'augmentation des stocks de carbone forestier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les mandats, les procédures et les capacités institutionnels, de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la REDD+, sont stables et suffisants afin de favoriser la réponse aux incitations et l'atteinte de résultats potentiels.
	% des pays partenaires bénéficiant de l'assistance de l'ONU-REDD qui intègrent les objectifs REDD+ dans des politiques et des investissements allant au-delà du secteur de l'environnement/des forêts	Dans la plupart des pays, la REDD+ reste circonscrite aux agences environnementales et forestières, ce qui limite la capacité à s'attaquer aux facteurs de la déforestation et aux obstacles structurels qui freinent la réduction de la déforestation causée par les activités socio-économiques.	75% des pays partenaires soutenus par une assistance technique de l'ONU-REDD ont adopté des politiques et des mesures REDD+ dans des secteurs autres que l'environnement et les forêts.	Politiques en dehors du secteur de l'environnement et des forêts, plans de développement, partenariats commerciaux, etc, approuvés et qui intègrent la REDD+	

RÉSULTATS / PRODUITS	INDICATEURS	RÉFÉRENCE (2020)	OBJECTIFS (2025)	MOYENS DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES ET RISQUES
1.2 Remise en état des paysages forestiers, gestion des forêts à faible émission de carbone et amélioration des stocks de carbone forestier accélérées	Nombre de pays/juridictions infranationales mettant en œuvre la restauration des paysages forestiers, la gestion durable des forêts, et/ou la gestion du feu afin d'augmenter les stocks de carbone forestier.	L'ONU-REDD (2018-2020) a soutenu les pays grâce à des programmes de restauration des paysages forestiers et des pratiques de gestion durable des forêts, mais aucun d'entre eux n'a encore été mis en place.	10 pays/juridictions infranationales augmentent leurs stocks de carbone	Baromètre du Défi de Bonn: présentation des facteurs de réussite pour la restauration des paysages forestiers dans les pays/juridictions infranationales soutenus, ainsi que des résultats et avantages qui y sont liés.	<ul style="list-style-type: none"> • Cadres politiques des pays et des juridictions infranationales propices à la planification intégrée de l'utilisation des terres, à la restauration des paysages forestiers, à la gestion durable des forêts et/ou à la gestion appropriée du feu. • Les coûts de renonciation et les coûts de transaction ne doivent pas dépasser le potentiel de recettes lié à la restauration des paysages forestiers et aux modèles fonctionnels de gestion durable des forêts.
1.3 Chaînes d'approvisionnement de produits ne provenant pas de la déforestation développées	Nombre de pays/juridictions infranationales ayant intégré les questions relatives à la déforestation et aux risques connexes dans des politiques qui orientent le fonctionnement des principales chaînes	Les chaînes d'approvisionnement de produits ne provenant pas de la déforestation représentent une voie essentielle pour la REDD+, dont le succès est encore insuffisant à ce jour. L'ONU-REDD a soutenu 5 pays au moyen de	6 pays ont intégré les questions et les risques liés à la déforestation par le biais de politiques et mesures intéressant les chaînes d'approvisionnement prioritaires.	Politiques, lois et/ou réglementations approuvées par les pays/juridictions infranationales.	<ul style="list-style-type: none"> • Des modèles d'activité viables d'un point de vue commercial et axés sur la production de produits de base ne provenant pas de la déforestation peuvent être identifiés dans des secteurs et zones

RÉSULTATS / PRODUITS	INDICATEURS	RÉFÉRENCE (2020)	OBJECTIFS (2025)	MOYENS DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES ET RISQUES
	d'approvisionnement mises en cause dans la déforestation.	plateformes et de processus visant à lancer des chaînes d'approvisionnement de produits ne provenant pas de la déforestation.			géographiques différents. <ul style="list-style-type: none"> Des portefeuilles d'investissements bancables dans l'agriculture sans déforestation peuvent être créés afin de répondre à la demande des entreprises
	Nombre d'entreprises (de financement, de production, de transformation, de négociants, de produits de consommation) qui font progresser les chaînes d'approvisionnement de produits ne provenant pas de la déforestation grâce au soutien obtenu [à travers des engagements et des plans d'entreprise, l'élaboration de modes opératoires; la création et le fonctionnement de fonds d'atténuation; l'accès aux financements concessionnels, etc.]	L'ONU-REDD (2018-2020) a apporté un soutien direct à 4 établissements financiers dans l'élaboration de modèles et de stratégies de financement au service de produits non issus de la déforestation	10 entreprises ont bénéficié d'une assistance afin de mettre en place des changements dans leurs stratégies commerciales et/ou financières visant à faire progresser les chaînes d'approvisionnement de produits ne provenant pas de la déforestation.	Les rapports réguliers de l'ONU-REDD rendent compte du nombre d'entreprises qui bénéficient d'un soutien et de la nature de celui-ci	<ul style="list-style-type: none"> Les conditions financières stimulent à la fois les fournisseurs et les investisseurs. Elles comprennent les différés de remboursement des prêts, les taux, la durée des prêts, etc Les politiques nationales et infranationales dominantes ne compromettent pas l'approvisionnement de produits ne provenant pas de la déforestation

RÉSULTATS / PRODUITS	INDICATEURS	RÉFÉRENCE (2020)	OBJECTIFS (2025)	MOYENS DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES ET RISQUES
1.4 Mettre les pays en mesure de présenter des données précises et de haute qualité sur leurs activités, leurs facteurs d'émission, leurs émissions et leur réduction des émissions, grâce à des systèmes de suivi bien conçus.	Nombre de pays dotés de systèmes nationaux de surveillance des forêts (SNSF) améliorés et pertinents en matière de politiques, et de systèmes de surveillance, notification et vérification (MRV en anglais), leur permettant de présenter des données précises et de haute qualité sur leurs activités, et de mesurer leurs facteurs d'émissions, leurs émissions et leurs réductions d'émissions	L'ONU-REDD a soutenu plus de 45 pays dans l'instauration de systèmes SNSF et MRV pour qu'ils puissent se conformer aux dispositions de la CCNUCC. Le défi consiste maintenant à améliorer les SNSF des pays, ainsi que les capacités et la portée de leurs MRV, afin de fournir des données précises et de haute qualité concernant les réductions d'émissions et le renforcement des absorptions dans les pays prioritaires dotés d'un potentiel de résultats élevé.	20 pays améliorent la pertinence de leurs SNSF en matière de politiques, ainsi que leurs systèmes MRV afin de pouvoir présenter des données précises et de haute qualité sur leurs activités, et mesurer leurs facteurs d'émissions, leurs émissions et leurs réductions d'émissions	Portails nationaux des SNSF en ligne	<ul style="list-style-type: none"> Les pays financent et maintiennent les effectifs et les fonctions de base de leurs SNSF et MRV.
1.5 Garanties prises en compte, respectées, surveillées et signalées tout au long de la mise en œuvre des activités REDD+	Nombre de pays témoignant d'améliorations en matière de prise en compte et respect des garanties dans la soumission de leurs résumés d'information (Sol en anglais) à la CCNUCC	À ce jour, l'ONU-REDD a soutenu, directement ou indirectement, 36 pays dans l'élaboration de leurs approches pour qu'ils puissent répondre aux exigences de la CCNUCC en matière de garanties. À la fin de 2020, 17 pays au total avait remis 1 ou plusieurs Sol. Tout comme dans le cas des SNSF, le	10 pays témoignent d'améliorations en matière de prise en compte et respect des garanties dans la soumission de leurs résumés d'information à la CCNUCC	Soumission des Sol sur la plateforme internet de REDD+ de la CCNUCC	<ul style="list-style-type: none"> Les pays allouent des ressources techniques et financières afin de mettre en place des améliorations progressives en matière de prise en compte et respect des garanties. Les coûts liés à la prise en compte et au respect des garanties ainsi

RÉSULTATS / PRODUITS	INDICATEURS	RÉFÉRENCE (2020)	OBJECTIFS (2025)	MOYENS DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES ET RISQUES
		soutien fourni en matière de garanties a pour objectif principal l'amélioration de la qualité des informations dans les pays prioritaires à fort potentiel.			qu'aux rapports y afférents ne deviennent pas trop élevés par rapport aux avantages du financement axé sur les résultats
	Nombre de pays dotés de systèmes d'information sur les garanties (SIS en anglais) opérationnels témoignant d'améliorations progressives dans leurs systèmes respectifs (en ce qui concerne par exemple le contenu des informations et/ou la fonctionnalité des systèmes)	Au terme de l'année 2020, (indépendamment du soutien de l'ONU-REDD), 13 pays s'avéraient être en possession d'un SIS ou détenir une forme quelconque de SIS en ligne	5 pays supplémentaires dotés d'un SIS opérationnel ou au fonctionnement amélioré	Pages internet consacrées aux SIS, ou documentation au sujet de la structure et du fonctionnement des SIS, permettant d'accéder aux informations relatives à la manière dont l'ensemble des garanties de Cancun sont prises en comptes et respectées	<ul style="list-style-type: none"> • Les nouveaux financements axés sur les résultats (prix et volumes) incitent les pays à améliorer leurs performances, leurs systèmes et l'élaboration de leurs rapports en ce qui concerne les garanties • La force politique et les capacités institutionnelles facilitent les actions nationales en matière de garanties. Ces actions sont centrées sur la prise en compte des garanties au-delà de l'élaboration des SIS et des soumissions initiales de Sol • Les obstacles intrinsèques à la circulation horizontale (entre institutions

RÉSULTATS / PRODUITS	INDICATEURS	RÉFÉRENCE (2020)	OBJECTIFS (2025)	MOYENS DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES ET RISQUES
					gouvernementales nationales) et verticale (du niveau infranational au niveau national) des informations peuvent être dépassés

RÉSULTAT 2. SOLUTIONS FONDÉES SUR LES FORÊTS RÉCOMPENSÉES

Permettre la mobilisation de 5 milliards d'USD pour REDD+ à partir de systèmes de paiement basés sur les résultats (PBR), des marchés du carbone et d'autres transactions au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris.

RÉSULTAT 2.	USD mobilisés en faveur des résultats REDD+ à partir de systèmes de paiement basés sur les résultats, des marchés du carbone et d'autres transactions au titre de l'art. 6 de l'Accord de Paris	0 USD au 1 ^{er} janvier 2021 ¹	5 milliards d'USD	<p>Propositions de paiements basés sur les résultats (PBR)</p> <p>Contrats d'achat de réductions des émissions/absorptions accrues</p> <p>Communiqués de presse sur les investissements privés dans le carbone forestier, accessibles au public via les médias en ligne, notamment les sites web et les registres des organismes bilatéraux et multilatéraux octroyant des PBR, tels que le Secrétariat de l'Initiative pour les forêts de l'Afrique centrale (CAFI en anglais), les PBR du FVC, le Fonds biocarbone, le Fonds de partenariat pour le carbone forestier, le registre de ART</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les pays obtiennent des investissements suffisants pour pouvoir atteindre et témoigner de résultats de la plus haute intégrité environnementale et qui garantissent l'équité sociale • Les coûts unitaires de l'offre (lors de la mise en œuvre de la REDD+) ne dépassent pas de façon significative le prix des paiements • Signal de demande suffisamment solide (en matière de prix) et prévisible (en matière de volumes) pour stimuler l'offre • Un portefeuille d'investissements bancables à large échelle est suffisant pour répondre à la demande d'investissements des entreprises • Les cadres politiques, juridiques et/ou réglementaires des pays
2.1 Accès aux paiements basés sur les résultats REDD+ mesurés, reportés et vérifiés	Nombre de pays/juridictions infranationales ayant bénéficié d'une assistance dans la préparation, la soumission et la mise en œuvre de propositions de PBR en échange de résultats REDD+ qui	À ce jour, les institutions de l'ONU-REDD ont soutenu 7 pays partenaires dans la conception et l'approbation de propositions de PBR dans le cadre du Fonds vert pour le climat (FVC).	5 pays partenaires/juridictions infranationales de l'ONU-REDD ont accès à des programmes de PBR dans le cadre de la REDD+, qui sont reconnus pour leur intégrité	Propositions et rapports accessibles au public sur les sites web et les registres des organismes bilatéraux et multilatéraux octroyant des PBR, tels que le Secrétariat de la CAFI, les PBR du FVC, le Fonds biocarbone, le Fonds de partenariat pour le carbone	

	tiennent compte de l'intégrité environnementale et de l'équité sociale		environnementale et leur équité sociale	forestier, le registre de ART	fournisseurs/juridictions infranationales (tels que les préférences politiques pour les marchés intérieurs et les obstacles juridiques au transfert de propriété) n'excluent pas la participation au financement international basé sur les résultats.
	Nombre de pays/juridictions infranationales ayant bénéficié d'une assistance dans l'utilisation des recettes des PBR, en faveur du renforcement des activités REDD+ et de la hausse des ambitions en la matière	À ce jour, les institutions de l'ONU-REDD ont soutenu 7 pays partenaires dans la conception de projets PBR dans le cadre du FVC, qui incluent divers mécanismes d'utilisation des recettes REDD+.	5 pays/juridictions infranationales ont bénéficié d'une assistance dans l'utilisation des recettes des PBR en faveur du renforcement des activités REDD+ et de la hausse des ambitions en la matière	Rapports d'avancement accessibles au public sur les sites web et les registres des organismes bilatéraux et multilatéraux octroyant des PBR, tels que le Secrétariat de la CAFI, les PBR du FVC, le Fonds biocarbone, le Fonds de partenariat pour le carbone forestier, le registre de ART	<ul style="list-style-type: none"> La multiplicité des normes de qualité ne provoque pas de paralysie politique dans les pays fournisseurs/juridictions infranationales, ni d'hésitation de la part des payeurs, acheteurs et investisseurs La volonté et l'intérêt politique de mettre en œuvre la REDD+ jusque dans sa phase III ne déclinent pas face à la lassitude causée par la phase de préparation et ne reculent pas devant ce qui peut être perçu comme une imposition de conditions de paiement étrangères et
2.2 Transactions sur le marché du carbone forestier facilitées	Nombre de pays/juridictions infranationales soutenus par l'ONU-REDD dans leur participation aux marchés du carbone en vue d'atteindre des résultats REDD+ de la plus haute intégrité environnementale et qui garantissent l'équité sociale (c'est-à-dire des résultats au niveau de ART/TREES)	L'ONU-REDD mène des analyses prospectives concernant 11 pays partenaires susceptibles d'accéder à ART. Au terme de 2020, un seul pays (le Costa Rica) avait soumis une manifestation d'intérêt pour ART.	15 pays/juridictions infranationales achèvent le processus d'enregistrement ART et présentent des réductions d'émissions et des absorptions accrues conformes à TREES	Transactions enregistrées dans les registres publics, celui de ART par exemple	
	Nombre d'entreprises privées engagées dans des transactions sur le marché du carbone forestier avec	L'ONU-REDD étudie, en collaboration avec des entreprises privées de différents secteurs, les	8 entreprises du secteur privé engagées dans des transactions sur le marché du	Transactions enregistrées dans les registres publics, celui de ART par exemple	

	des fournisseurs de programmes juridictionnels. Transactions facilitées (mais non négociées) par l'ONU-REDD	possibilités de faciliter les paiements REDD+ mais aucune transaction concrète n'a été réalisée à ce jour.	carbone forestier avec des fournisseurs de programmes juridictionnels		défavorables.
2.3 Investissements du secteur privé dans le carbone forestier mobilisés	Nombre de pays/juridictions infranationales obtenant des investissements en provenance du secteur privé, de haute intégrité environnementale et qui garantissent l'équité sociale	L'ONU-REDD étudie en collaboration avec des pays/juridictions infranationales et des entreprises du secteur privé les possibilités de faciliter les investissements dans la REDD+ mais aucun engagement concret n'a été réalisé à ce jour.	5 pays/juridictions infranationales mettent en place des partenariats en matière d'investissements privés au service de solutions forestières dotées de la plus haute intégrité environnementale et qui garantissent l'équité sociale	Rapports réguliers de l'ONU-REDD (corroborés par des articles de presse). Pays/juridictions infranationales qui obtiennent des investissements en provenance du secteur privé	
	Nombre d'entreprises du secteur privé participant à des investissements dans le carbone forestier facilités par l'ONU-REDD		7 entreprises du secteur privé ont participé à des investissements dans le carbone forestier facilités par l'ONU-REDD	Les rapports réguliers de l'ONU-REDD (corroborés par des articles de presse) rendent compte du nombre et de la nature des entreprises engagées	

RÉSULTAT 3. SOLUTIONS FONDÉES SUR LES FORÊTS RENFORCÉES

Plus de 15 pays améliorent considérablement la composante forestière de leurs CDN au cours du cycle 2020-2025, y compris en termes d'objectifs quantitatifs

RÉSULTAT 3	Nombre de pays qui améliorent considérablement la composante des forêts dans leurs CDN, notamment en se fixant des objectifs quantitatifs pour le cycle 2020-2025	0 pays au 1 ^{er} janvier 2021 ¹ (les pays étudient encore leurs CDN en vue de la CoP26)	>15 pays	CDN révisées, ce qui démontre une ambition croissante dans les secteurs des forêts et de l'utilisation des terres, et publiées dans le registre de la CCNUCC	<ul style="list-style-type: none"> • La force politique et les capacités institutionnelles facilitent l'intégration des activités du secteur des forêts et de l'utilisation des terres dans les CDN • Les mesures d'incitation en faveur d'activités dans le secteur des forêts et de l'utilisation des terres sont maintenues telles que prévues, voire renforcées, en termes de volumes et de prix à l'unité par rapport aux coûts de mise en œuvre.
3.1. Mesures d'atténuation des CDN dans les secteurs de la forêt et de l'utilisation des terres évaluées, accélérées et améliorées au fil du temps	Nombre de pays soutenus à la fois dans la mise en œuvre de leurs objectifs CDN pour 2021 en matière de forêts et d'utilisation des terres et dans la présentation d'objectifs de plus grande envergure pour le cycle de révision de 2025 (secteur des forêts et de l'utilisation des terres).	À l'approche de 2020, le secteur des forêts et de l'utilisation des terres a été reconnu pour la première fois comme étant en première ligne de l'action climatique dans de nombreux pays. C'est dans cette optique que le PNUD apporte, au titre de la Promesse climat, son assistance afin de promouvoir l'inclusion d'activités axées sur les forêts dans le renforcement des CDN de 15 pays. En 2021, il est attendu de tous les pays qu'ils soumettent à la CCNUCC des CDN révisées et renforcées	15 pays mettent en place leurs objectifs CDN pour 2021 en matière de forêts et d'utilisation des terres et soumettent des objectifs de plus grande envergure pour 2025	<p>CDN révisées, ce qui démontre une ambition croissante dans les secteurs des forêts et de l'utilisation des terres, et publiées dans le registre de la CCNUCC.</p> <p>Rapports de partenariats CDN.</p> <p>Inventaire des CDN par la CCNUCC (attendu en 2023)</p> <p>Rapports de transparence biennaux à soumettre d'ici 2024</p>	

		en vue d'une accélération de leur mise en œuvre par la suite.			
--	--	--	--	--	--

RÉSULTAT 4. CONNECTER LES ACTEURS ET LES CONNAISSANCES EN FAVEUR DE SOLUTIONS FONDÉES SUR LES FORÊTS

Les forêts et la REDD+ catalysent un mouvement mondial transformateur visant la recherche de solutions fondées sur la nature afin d'accélérer l'action climatique

RÉSULTAT 4	Nombre de groupes constitutifs des parties prenantes tournés vers des solutions fondées sur la nature au niveau mondial ayant compris la grande nécessité de renforcer la mise en œuvre de la REDD+ et mettant leurs connaissances en pratique en vue de sa réalisation.	0 groupe constitutif au 1 ^{er} janvier 2021 ¹	Au moins 10 groupes constitutifs ²	Des communications régulières de l'ONU-REDD accompagnées de rapports sur la gestion des connaissances, le tout fondé sur des enquêtes de sensibilisation, des renseignements sur le terrain et des activités de diffusion des connaissances, qui documentent la compréhension et les activités des groupes constitutifs des parties prenantes en ce qui concerne le renforcement de la mise en œuvre de la REDD+	<ul style="list-style-type: none">• La qualité et la pertinence des produits, activités et plateformes de diffusion des connaissances restent primordiales.• Parvenir à atteindre les publics visés et les utilisateurs finaux malgré l'attention suscitée par d'autres produits, activités et plateformes de diffusion des connaissances
-------------------	--	---	---	--	--

²1) gouvernements nationaux et infranationaux (du côté de l'offre); 2) gouvernements nationaux (du côté de la demande); 3) organisations internationales intergouvernementales; 4) secteur privé (du côté de la demande); 5) secteur privé (du côté de l'offre); 6) société civile; 7) peuples autochtones et communautés locales; 8) les femmes; 9) les jeunes; et 10) le monde universitaire.

<p>4.1 Les connaissances sur la façon d'élargir les activités de mise en œuvre de REDD+ sont rassemblées, gérées et diffusées afin d'accélérer l'action climatique</p>	<p>Nombre de produits, d'événements et de communautés de pratique permettant la diffusion de connaissances en matière de solutions inclusives, évolutives et novatrices fondées sur les forêts en vue de l'atténuation du changement climatique, auprès des groupes nationaux, régionaux et mondiaux sur les forêts/le climat.</p>	<p>Au cours de la phase précédente (2018-2020), l'ONU-REDD a aidé les pays à répondre à leurs besoins en matière de connaissances par le biais de la création, de la gestion et du partage des connaissances à travers des publications, des échanges et des webinaires. Le défi actuel consiste à renforcer l'adoption et la création de nouvelles connaissances, à les gérer et à les partager, notamment grâce à ART/TREES et à un financement basé sur les résultats de plus grande ampleur.</p>	<p>Au moins 30 produits, 35 événements et 3 communautés de pratique continues permettant la diffusion des connaissances en matière de solutions forestières inclusives, évolutives et novatrices au service de l'atténuation du changement climatique</p>	<p>Visites de la bibliothèque de ressources en ligne de l'ONU-REDD et téléchargements des documents</p> <p>Enquêtes de satisfaction post-événement</p>	<p>relevant d'initiatives concurrentes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Adoption d'approches et de technologies permettant la diffusion appropriée des connaissances afin d'atteindre les publics visés • Maintien des engagements malgré des interactions ayant lieu en ligne uniquement • Les juridictions disposent d'installations techniques, de bande passante et de capacités appropriées afin de pouvoir bénéficier du partage des connaissances et des outils et les mettre en pratique.
<p>4.2 Soutien politique et sociétal collectif aux SfN augmenté</p>	<p>Nombre de campagnes mondiales visant à promouvoir la collaboration intersectorielle et la mobilisation publique en faveur de solutions fondées sur les forêts face à l'urgence climatique</p>	<p>Au cours de la phase précédente (2018-2020), l'ONU-REDD a mis l'accent sur la communication, parmi les parties prenantes, des connaissances relatives à la REDD+ afin de faire circuler les informations et renforcer les capacités. Le défi actuel consiste à sensibiliser le public et les entreprises sur les forêts et à favoriser la création d'un</p>	<p>5 campagnes mondiales menées pour promouvoir la collaboration intersectorielle et la mobilisation publique en faveur de solutions fondées sur les forêts face à l'urgence climatique</p>	<p>Analyse web</p> <p>Articles de presse</p>	

		mouvement qui prône des solutions fondées sur les forêts.			
4.3 Coopération numérique et technologies de pointe déployées pour accélérer et améliorer les SfN	Nombre de plateformes, d'outils et de technologies novateurs et interactifs mis en place et modernisés pour encourager et permettre une coopération numérique inclusive, le partage des connaissances et la recherche de solutions forestières fondées sur des données. Augmentation du nombre d'utilisateurs finaux	Au cours de la phase précédente (2018-2020), l'ONU-REDD a contribué à l'élaboration d'un éventail de solutions et matériels techniques novateurs dans le but d'aider les pays à prendre part à la coopération numérique, à partager les connaissances et à utiliser les MRV des résultats REDD+. La pierre angulaire de ces efforts est la mise au point des outils logiciels de la plateforme Open Foris qui permettent de réaliser des analyses moins onéreuses et à objectifs multiples des couverts végétaux et de l'utilisation des terres, basées sur la télédétection et la diffusion des résultats.	5 plateformes, outils et technologies novateurs et interactifs mis en place et modernisés pour encourager et permettre une coopération numérique inclusive, le partage des connaissances et la recherche de solutions forestières fondées sur des données. Augmentation de 10% des installations de la part des utilisateurs finaux; élaboration de 10 manuels techniques; organisation de 20 événements consacrés au renforcement des capacités	Inscriptions aux plateformes de participation de l'ONU-REDD; téléchargements/inscriptions aux plateformes et aux outils; statistiques sur la participation et la mobilisation	